



Nouvelles d'Espagne et du Portugal

Agriculture et pêche



N°14 – Novembre 2019

Faits marquants :

- Le sud du Portugal souffre toujours de la sécheresse. En Espagne, les pluies, tant attendues, retardent le démarrage de la campagne des olives et des agrumes, avec des volumes prévisionnels en repli.
- Le nouveau gouvernement portugais encourage l'agriculture et la pêche durables. Dans l'Alentejo, le modèle oléicole intensif fait polémique.
- L'Espagne reste très préoccupée par les sanctions douanières américaines, qui touchent principalement ses huiles d'olive et ses vins. Suite au feu vert de Bruxelles, le stockage privé de l'huile d'olive démarre.
- Les négociations budgétaires concernant la PAC post-2020 suscitent l'inquiétude dans l'ensemble de la péninsule ibérique.
- Le gouvernement espagnol doit revoir sa copie sur l'étiquetage de l'origine des miels.

Sécheresse

Les débits fluviaux de la péninsule ibérique menacés. Le ministre de l'environnement portugais, João Matos Fernandes, a annoncé son intention de se réunir avec le gouvernement espagnol pour renégocier les débits fluviaux accordés lors de la signature de la Convention d'Albufeira (signée en 1998 et entrée en vigueur en 2000). En effet, la situation de sécheresse qui touche la zone ibérique compromet le respect des débits minimums fixés, notamment du fleuve Taje. Récemment, M. Matos Fernandes a déclaré que l'étude préliminaire pour la construction d'un nouveau barrage du côté portugais du Taje devra être conclue pour l'été 2020. Selon le ministre, ce barrage devrait fortement contribuer à la résolution du problème.

« **Sécheresse extrême** » en Algarve. Plus de la moitié de la région d'Algarve se trouvait fin octobre en état de « sécheresse extrême » et l'autre partie, en « sécheresse aggravée ». La situation est particulièrement préoccupante à Castro Marim et à Alcoutim. Selon l'Agence portugaise pour la Protection de l'Environnement (APA), les barrages de la région n'étaient remplis qu'à 37,1% de leur capacité au 31 octobre. La nouvelle ministre de l'agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a souligné que le plan de contingence pour répondre à ce défi restait activé, et qu'il sera modifié en fonction de l'évolution de la situation.

Politiques agricoles, actualités PAC

Projet de budget européen 2021-27 : l'Espagne deviendrait contributrice nette. Selon les dernières projections de la Commission sur le budget de l'UE 2021-27, l'Espagne, pour la première fois depuis son adhésion à la CE en 1986, contribuerait davantage au budget communautaire qu'elle ne percevrait de fonds de l'UE. En effet, selon ces chiffres, l'Espagne apporterait 11,95 Md€ en moyenne annuelle (euros 2018), contre 10,99 Md€ en 2020. Cette contribution représenterait 0,95 % du revenu national brut, RNB, contre 0,85 % en 2020. Parallèlement, la PAC, qui représente 0,57 % du RNB espagnol sur la période 2014-2020, passerait à 0,44 % du RNB sur la période 2021-27. La baisse serait moins prononcée pour la politique de cohésion (de 0,39 % à 0,38 %).

Négociations concernant la PAC post-2020. Le Premier ministre portugais, M. António Costa, et la ministre de l'agriculture, Maria do Céu Albuquerque, ont affirmé que le pays ne donnerait jamais son accord à une proposition budgétaire impliquant des coupes au niveau de la PAC, notamment concernant le second pilier. M. Costa considère qu'il est nécessaire de trouver un compromis au sujet du budget européen et des contributions de chaque État membre, et a suggéré une contribution de 1,16 % du RNB. Le Premier ministre portugais a également souligné l'importance d'accorder plus d'attention à des nouvelles priorités telles que la lutte contre le changement climatique dans l'agenda stratégique de l'UE, sans pour autant réduire l'attention accordée à la PAC et à d'autres politiques plus anciennes.



L'agriculture et la pêche dans le programme du nouveau gouvernement portugais. Dans le cadre de son programme, le nouveau gouvernement portugais prévoit des mesures destinées aux territoires ruraux durables, afin de stimuler l'entreprenariat rural, l'organisation de la production et la promotion de nouvelles méthodes de commercialisation et de distribution de proximité. Concernant la PAC post-2020, le gouvernement souhaite une politique plus juste et inclusive, passant par la convergence des paiements directs du 1^{er} pilier entre les États membres et l'établissement d'une discrimination positive des soutiens du 2^{ème} pilier, notamment en faveur des surfaces irriguées. Le programme vise aussi le renforcement des soutiens aux petits agriculteurs, l'amélioration de l'aide au renouvellement des générations ainsi que l'augmentation des paiements minimums aux agriculteurs dans le cadre de la petite agriculture. Enfin, une amélioration des contrôles obligatoires des bénéficiaires de la PAC est prévue. Le gouvernement encourage l'évolution vers une agriculture plus durable (via la promotion de certaines pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et la décarbonation du secteur), la pêche et l'aquaculture innovantes et durables (restructuration et modernisation de la flotte de pêche, ouverture de nouvelles concessions aquacoles, décarbonation du transport maritime).

Polémique autour de l'oléiculture intensive dans l'Alentejo. Selon les associations environnementales *Zero* et *MAV (Movimento Alentejo Vivo)*, les cultures intensives occuperaient illégalement une surface de plus de 5 000 ha dans la zone d'Alqueva (où un barrage a créé la plus grande réserve d'eau artificielle d'Europe). Ces associations estiment que le modèle d'agriculture intensive développé dans cette région devient insoutenable. S'appuyant sur une étude qu'elles ont réalisée récemment et qui aurait révélé le non-respect de plusieurs plans directeurs municipaux (PDM), elles réclament la mise en œuvre urgente d'un audit. Quelques observateurs considèrent néanmoins la région d'Alentejo comme ayant les meilleures caractéristiques pour le développement de la culture moderne de l'olivier dans le monde. Lors des 6^{èmes} Journées « *Olivum* » (réunion de l'association des oléiculteurs du sud du Portugal), a été présentée l'étude « Alentejo : leader de l'oléiculture moderne internationale », mettant en avant le potentiel de développement du secteur oléicole portugais, qui pourrait placer le pays au 3^{ème} rang des producteurs mondiaux d'huile d'olive. Selon cette étude, le secteur a connu une profonde transformation du secteur (la production d'huile d'olive est passée de 40 000 t en 2000 à 134 684 t en 2018), contribuant de manière importante à la balance commerciale portugaise depuis 3 ans ; le chiffre d'affaires annuel du secteur s'élève à environ 620 M€.

Le plan espagnol d'assurance agricole 2020 approuvé, à budget constant. Comme chaque année depuis 41 ans, le ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (MAPA) a approuvé, le 21 octobre, le plan national d'assurance agricole combiné pour 2020. Le budget de l'État espagnol n'ayant pu être validé en raison du blocage politique du pays, le budget dédié au plan assurantiel 2019, établi à 216,43 M€ sera reconduit en 2020. De ce montant, 211,27 M€ serviront à subventionner les primes d'assurances liées aux contrats souscrits par les agriculteurs. Le ministère a précisé que cette enveloppe avait été abondée de 30 M€ par rapport à 2019, conformément à la volonté du ministre de renforcer l'aide à l'assurance agricole en direction des producteurs. Selon le MAPA le système national d'assurance agricole a démontré qu'il était capable d'apporter une réponse adaptée à la sinistralité élevée des trois dernières années : en 2017 et 2018, les indemnisations ont dépassé 700 M€, et depuis le début 2019, elles atteignent 550 M€.

Étiquetage

Étiquetage de l'origine des miels : le gouvernement espagnol doit revoir sa copie. L'Espagne, premier pays producteur de miel d'Europe, a établi un projet de décret visant à rendre obligatoire, sur l'étiquetage du miel, l'information détaillée de chaque origine (pays de provenance, pourcentages) ainsi que la mention d'un traitement thermique (supérieur à 45°C). Après avoir transmis le projet de texte à Bruxelles l'été dernier, le MAPA devra le modifier, afin de tenir compte des observations de la Commission lui demandant de l'adapter à la directive 2001/110/CE. Le principal point soulevé par la Commission concerne le pourcentage de mélange d'origines et les mentions relatives au traitement thermique. Selon les industriels du conditionnement de miel, l'Espagne dispose de près de trois millions de ruches et de près de 30 000 exploitations apicoles (dont 80 % ne sont pas professionnelles), produisant environ 30 000 tonnes de miel par an.

Forêts

Le Portugal reste le pays de l'UE avec le plus de surface incendiée. L'année dernière, le Portugal a été le pays de l'UE enregistrant la plus grande surface incendiée avec 37 357 ha (86 incendies), d'après les données de la Commission européenne présentées le 31 octobre. L'étendue des surfaces incendiées reste néanmoins inférieure à celle de 2017. Le ministre de l'intérieur, M. Cabrita, a déclaré le 5 novembre que le gouvernement avait l'intention de doter le Portugal de « ressources aériennes propres » pour lutter contre les incendies d'ici 2023, une acquisition qui sera financée à 90 % par l'UE. Pour mémoire, en 2018, le mécanisme de protection civile de l'Union a été déclenché à cinq reprises pour faire face à des feux de forêts en Europe, plus particulièrement en Suède, en Grèce, en Lettonie et au Portugal. De plus, dans le contexte d'une mission de prévention et de préparation, l'Union a envoyé au Portugal des experts en feux de forêts venus de toute l'UE, afin de renforcer la capacité du pays à lutter contre les incendies de forêts.



Filières agricoles et agroalimentaires

Fourrages

Production portugaise en repli. D'après l'Institut National de Statistique (INE), la production fourragère de cette campagne a été inférieure de 20 % par rapport à une année de production normale, en raison de la faiblesse des précipitations. A l'inverse, la campagne de maïs se déroule normalement, étant actuellement en phase finale de maturation/séchage du grain. La surface récoltée à la fin du mois de septembre était encore limitée car, en raison du temps chaud et sec, les producteurs ont choisi de prolonger le séchage naturel du grain, réduisant ainsi les coûts inhérents au séchage artificiel. Compte tenu de la présence d'épis de taille et de quantités normales, les prévisions anticipent des rendements proches de ceux de la campagne précédente (soit environ 9,2 tonnes par hectare).

Huile d'olive

Le groupe Vila Galé investit 3,5 M€ dans un pressoir à huile dans l'Alentejo. Le Groupe Vila Galé va investir dans un pressoir à huile à Beja (Alentejo), situé sur une propriété de 1 620 ha. Outre la fonction industrielle, cet investissement aura également une « finalité touristique » en encourageant le tourisme oléicole, car cette infrastructure sera ouverte au public pour des visites guidées et des dégustations d'huile d'olive. Le projet a bénéficié d'un cofinancement européen de 400 000 €.

Vins

Production espagnole en repli, de l'ordre de 36,6 Mhl. C'est ce que prévoient les coopératives dans leur dernière estimation de production viticole pour la campagne 2019/20, en forte baisse par rapport à la campagne antérieure, qui se situait à plus de 50 Mhl. Castille-la-Mancha reste de très loin la première région de production (18,6 Mhl), suivie de la Catalogne (3,26 Mhl), l'Estrémadure (3,10 Mhl), la Communauté valencienne (2,5 Mhl), la Rioja (2 Mhl) et l'Andalousie (1,08 Mhl).

Conférence internationale sur la protection intégrée en viticulture. L'Organisation Internationale de Lutte Biologique et Intégrée et l'Association pour le Développement de la Viticulture du Douro ont organisé, du 5 au 8 novembre, un séminaire sur la protection intégrée en viticulture où ont été notamment discutés les principaux résultats de la recherche nationale et internationale sur la protection de la vigne. Plus précisément, les thèmes ont porté sur la maximisation de la protection biologique, l'utilisation durable des pesticides et l'évaluation des alternatives à leur usage.

Porc

L'Espagne et le Portugal s'unissent avec la France pour promouvoir le modèle de production porcine européen. Les représentants des interprofessions porcines des trois pays (*Interporc*, *Aligrupo&Agrupalto Portugal* et *Inaporc*) lancent une campagne conjointe de promotion, d'information et de communication pour les années 2020, 2021 et 2022. Avec le slogan « *Let's talk about pork* » ciblant les jeunes de 18 à 35 ans, cette campagne entend révéler aux consommateurs européens les réalités de la production porcine en Europe, qu'il s'agisse de sa durabilité tout au long de la chaîne de valeur ou des efforts engagés par les producteurs pour offrir des produits de qualité, sûrs, bénéfiques pour la santé et respectueux du bien-être animal et de l'environnement. Elle s'inscrit dans le cadre des programmes de promotion de l'Union européenne « *Enjoy ! it's from Europe* ».

Fraise

Près de 6 100 ha en production à Huelva. La campagne 2019/20 a démarré dans la province de Huelva (Andalousie, qui concentre 95% de la production espagnole), avec une surface plantée de près de 6 100 ha, qui devrait générer, selon le syndicat UPA, 10 000 emplois. Lors de la campagne antérieure, les exportations andalouses de fraise s'étaient élevées à 240 865 t (+7 %), pour une valeur de 473 M€ (+2 %), dont 97 % étaient destinés au marché de l'UE.

Agrumes

La production espagnole devrait chuter de 19 %. Après une récolte 2018/19 abondante, l'Espagne prévoit une production d'agrumes de l'ordre de 6,1 Mt pour la campagne à venir, en repli de 19 %. Ce serait la seconde campagne la plus basse des 5 dernières années. Les professionnels espèrent ainsi des prix soutenus. La consommation intérieure devrait poursuivre son déclin (-2,4 % en orange et -1,8% en mandarine). Les professionnels restent très préoccupés par l'augmentation spectaculaire des importations européennes d'agrumes (+40 % au cours des 6 dernières années, pour atteindre près de 2 Mt en 2018, provenant principalement d'Afrique du Sud, d'Égypte et du Maroc), et le risque associé d'introduction de ravageurs pour les vergers espagnols.



Avocat

Granfer investit dans la production d'avocats dans l'Alentejo. L'entreprise *Granfer* d'Óbidos, spécialisée dans la production et la distribution de fruits, va investir dans la production d'avocat des variétés Hass et Gem, à Alcácer do Sal. L'investissement est le résultat d'un partenariat avec le géant sud-africain *Westfalia*, qui a donné naissance à une nouvelle entreprise spécialisée dans la production d'avocats, *Westfalia Fruit Iberia*. Le projet, exclusivement dédié à cette production, couvre 150 ha et vise à exporter vers les pays européens déjà clients de *Westfalia*.

Commerce extérieur

Sanctions américaines : feu vert de Bruxelles pour le stockage privé de l'huile d'olive. Le gouvernement espagnol estime à 765 M€ la valeur totale des exportations agroalimentaires menacées par les sanctions américaines dans le cadre du contentieux Airbus-Boeing. Les filières les plus impactées par les sanctions américaines en vigueur depuis le 18 octobre dernier sont l'huile d'olive (259 M€ concernés en 2018), les olives de table (127 M€), le vin (213 M€), les fromages (95,7 M€), la viande de porc (39,6 M€), et les agrumes (14,6 M€). En réponse à la demande du ministre Luis Planas, le Commissaire Hogan a reconnu le caractère préoccupant de la filière oléicole espagnole, confrontée non seulement aux taxes additionnelles américaines mais aussi à un contexte de marché particulièrement lourd. Les stocks espagnols élevés, ainsi que les perspectives de production importante des autres pays pour la campagne à venir et les incertitudes liées au Brexit tirent les prix à la baisse. Le Commissaire a donc annoncé l'activation d'une mesure de stockage privé de l'huile d'olive et des olives de table. Le montant de l'aide au stockage sera déterminé sur la base d'une série de 4 appels d'offres, dont le premier a été ouvert le 21 novembre.

L'accord UE/Chine sur les Indications Géographiques permettra de protéger 12 produits espagnols et 6 produits portugais. Parmi les 100 IG de produits européens protégées en Chine par l'accord commercial conclu le 6 novembre entre l'UE et la Chine figurent 12 IGP espagnoles (8 vins, 2 huiles d'olive, le Brandy de Jerez et le Queso Manchego), et 6 IGP portugaises (poires rocha, les vins d'Alentejo, du Dão, du Douro, le vinho verde et le Porto).

Pêches maritimes

Le secteur espagnol de la pêche contre l'obligation de pointage à bord des navires. Le secteur espagnol de la pêche a introduit un recours auprès du ministère du travail contre l'obligation pour les salariés d'enregistrer les heures précises d'arrivée et de sortie de leur poste de travail. La nouvelle réglementation nationale prévoit que ces registres soient conservés pendant au moins 4 ans et puissent être consultés par les employés, leurs syndicats et l'Inspection du travail et de la Sécurité sociale. Les professionnels de la pêche insistent sur le fait qu'il est impossible de respecter l'obligation d'enregistrer la journée en raison des particularités liées à ce secteur d'activité.

Le Portugal parmi les pays dont l'économie de la mer se développe le plus. Selon les données 2017 du rapport *Blue Economy* de la Commission européenne, l'économie de la mer représente 4,1 Md€ en Valeur Ajoutée Brute (VAB) et 4 % de l'emploi national (190 000 postes de travail). Après avoir baissé entre 2009 et 2012 (-1,7 %), la VAB de l'économie de la mer a fortement augmenté et atteint son maximum historique en 2017 (2,4 %). La filière des produits de pêche a représenté environ 38 % du chiffre d'affaires et 25 % de l'emploi de l'économie de la mer. D'après les prévisions de l'INE, l'économie de la mer portugaise devrait générer 42 000 emplois supplémentaires en 2020.

Les progrès pour éliminer la surpêche sont trop lents, déplore l'ONG ClientEarth. Certains États membres, dont le Portugal, ont « fait plus de bruit que d'autres en poussant pour que les niveaux de captures soient fixés à des niveaux supérieurs aux recommandations scientifiques », déplore l'organisation *ClientEarth*, dans un rapport publié le 14 novembre sur les progrès réalisés en matière de gestion des stocks selon le rendement maximal durable (RMD). Pour l'ONG, qui estime que les progrès sont trop lents pour atteindre le RMD d'ici 2020 en matière de gestion des stocks de poissons, les revendications de ces États membres ne sont pas fondées sur des preuves convaincantes.

Responsable de la publication : Shanti Bobin
Ambassade de France en Espagne - Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10 - 28004 Madrid

Rédigé par : Jérôme Frouté, Alvaro Espino
avec le SE de Lisbonne : Stanislas Godefroy, Edna Dos Santos
Ferraz

Abonnement : jerome.froute@dgtrésor.gouv.fr
Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne
Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.